

**REPUBLIQUE FRANCAISE***Liberté - Egalité - Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS****N° DLP2021-11 - Séance du 22/03/2021***ACTES**4. Fonction publique**4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T**4.1.6. Délibérations relatives aux personnels titulaires ou stagiaires*

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	8	10

Vote	
Pour	8
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le 22 mars à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Madame Marie-Thérèse AMALVY, Vice-Présidente du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par électronique aux membres du conseil d'administration le 19/03/2021. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 19/03/2021.

Présents :

Marie-Thérèse AMALVY, André TURQUAY, Bertrand LEENHARDT, Madeleine SABASTIA, Bernard VIDAL, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Brigitte DEMURTAS.

Absents représentés :

Marie-France TEXIER représentée par Brigitte DEMURTAS

Christiane GAUBERT représentée par Madeleine SABASTIA

Absents excusés :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Marie-France TEXIER, Hubert FABRITIUS

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2021-11 – EHPAD : RESSOURCES HUMAINES – CREATION D'ACTIVITES ACCESSOIRES

Vu le chapitre 1^{er} du titre II du décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique définissant les activités accessoires susceptibles d'être autorisées,

Vu le décret n°2010-235 du 5 mars 2010 relatif à la rémunération des agents publics participant, à titre d'activité accessoire, à des activités de formation et de recrutement, chaque ministère ou établissement public fixe par arrêté les modalités de rémunération des formateurs qui interviennent dans leurs structures et à leur demande,

Considérant que le cumul d'une activité exercée à titre accessoire avec une activité exercée à titre principal est subordonné à la délivrance d'une autorisation par l'autorité dont relève l'agent intéressé et que pour tous les autres cas de cumul d'activités, l'agent à temps complet ou partiel doit solliciter l'autorisation de son autorité hiérarchique.

Madame Brigitte DEMURTAS rapporte qu'en l'espèce, compte tenu des difficultés que rencontre l'EHPAD de Baillargues, du fait de l'absence de la gestionnaire des ressources humaines, il est proposé aux membres du conseil d'administration de procéder à la création d'une activité accessoire.

La mission proposée correspond à la mise en place de sessions de formation relatives à la gestion des ressources humaines à destination des agents de l'EHPAD représentant un temps de travail maximal annuel évalué à 100 heures moyennant une rémunération horaire correspondante à celle des heures supplémentaires, soit 15,18€ de l'heure.

Il est proposé au conseil d'administration :

- de se prononcer sur la création d'une activité accessoire
- d'inscrire au budget de l'EHPAD les crédits correspondants
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en place de cette activité accessoire
- d'autoriser le Président ou toute personne habilitée par lui d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes

Où l'exposé du rapporteur, le conseil d'administration et après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **APPROUVE** la création d'une activité accessoire,
- **INSCRIT** au budget de l'EHPAD les crédits correspondant,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en place de cette activité accessoire

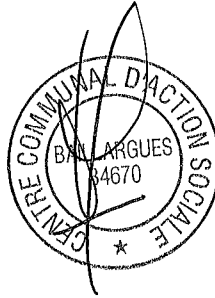
- **AUTORISE** le Président ou toute personne habilitée par lui d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes

Pour extrait conforme,

Le 22/03/2021

La Vice-Présidente,

Marie-Thérèse AMALVY



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 02/04/2021

Reçu en préfecture le 02/04/2021

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20210322-DLP2021_11-DE